



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 5 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 6 février 2025

Contexte et constats

Publié sur



SULO FRANCE SAS

Z.I. Les Franchises
52200 Langres

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 février 2025 dans l'établissement SULO FRANCE SAS implanté Z.I. Les Franchises 52200 Langres. L'inspection a été annoncée le 23 janvier 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée dans le cadre de l'instruction des trois dossiers de porter à connaissance déposés par l'exploitant en janvier 2025 relatifs à l'installation d'une nouvelle presse à injecter, à la purge du circuit de refroidissement des presses et à la réutilisation des eaux de déconcentration des tours aéroréfrigérantes (TAR) du site.

Cette visite a aussi permis à l'inspection des installations classées de faire un point sur les campagnes d'analyse PFAS réalisées par l'exploitant.

Enfin, lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater la mise en place de dispositifs d'équipements prévenant tout rejet canalisé de granulés de plastiques industriels dans l'environnement conformément à l'article D. 541-361 du code de l'environnement sur les avaloirs d'eau pluviale du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SULO FRANCE SAS
- Z.I. Les Franchises 52200 Langres
- Code AIOT : 0005701331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SULO exploite une unité de fabrication de contenants en plastique pour un usage de collecte des déchets.

À ce titre, elle bénéficie notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2098 du 20 juillet 2007.

Le site consomme environ 25 000 t/an de Polyéthylène haute densité (PEHD) dont 83 % issu de matière recyclé notamment les bacs en fin de vie.

La capacité de production du site est de 2 500 000 bac/an dont 50 % sont à destination de la France et 50 % le reste du monde.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de l'instruction des 3 dossiers de porter à connaissance déposés par l'exploitant en janvier 2025, un arrêté préfectoral complémentaire est proposé par l'inspection des installations classées afin d'encadrer les modifications projetées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Campagne analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 – Point II - 1er alinéa	Prescriptions complémentaires	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	VLE rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 4.3.6	Sans objet
2	VLE rejets atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 23/08/2024, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats des analyses sur les rejets aqueux et atmosphériques sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Suite à la campagne d'analyse réalisée sur la recherche de PFAS dans les rejets aqueux, un dépassement récurrent sur les 3 analyses est constaté sur le paramètre PFOS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 4.3.6				
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets dans le milieu naturel				
Prescription contrôlée : Eaux rejetées dans le milieu naturel Les effluents destinés à être rejetés dans le milieu naturel doivent respecter les caractéristiques suivantes : Température : < 30 °C pH : compris entre 6 et 8,5				
	MES	DCO	DBO5	Hydrocarbures totaux
Concentration maximale journalière admissible (en mg/l)	35	125	30	5
La fréquence de contrôle sur ces effluents sera annuelle pour les différents paramètres énumérés ci-dessus (MES, DCO, DBO5, Hydrocarbures, débit et pH).				
Constats : Les analyses ont été réalisées en octobre 2024 pour les points de rejets EP1 et EP2, les résultats de ces analyses ont été transmis par courriel le 06 février 2025. Après vérification, les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission (VLE) indiquées dans l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2007.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : VLE rejets atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2024, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, ainsi qu'en flux maximal de polluant, fixés dans le tableau suivant ; les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les mesures s'effectuent selon les méthodes de référence homologuées (normes) en vigueur.

	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Flux maximum autorisé
	COV non méthaniques exprimés en équivalent Carbone	COV non méthaniques exprimés en équivalent Carbone
Conduit n° 1	110 mg/Nm ³	82 g/h
Conduit n° 2	110 mg/Nm ³	90 g/h
Conduit n° 3	110 mg/Nm ³	68 g/h
Conduit n° 4	110 mg/Nm ³	40 g/h
Conduit n° 5	110 mg/Nm ³	135 g/h
Conduit n° 6	110 mg/Nm ³	40 g/h
Conduit n° 7	110 mg/Nm ³	40 g/h

Les dispositions de l'article 9.2.2 (Mesures périodiques des émissions à l'atmosphère) de l'arrêté préfectoral n°2098 du 20 juillet 2007 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant doit faire effectuer tous les trois ans par un organisme agréé par le ministère de l'Environnement une mesure du débit rejeté et des teneurs en C.O.V. dans les gaz rejetés à l'atmosphère :

- pour le point de rejets n°3 correspondant aux presses n° 91-92, et selon les méthodes normalisées en vigueur.
- pour les autres point de rejet (80/88, 82, 85, 84, 86/89, 87), une mesure dans les mêmes conditions est attendue tous les 2 ans à tour de rôle.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 06 février 2025 les résultats des analyses effectuées en décembre 2024.

Les résultats transmis correspondent aux points de rejet n°1 (presse n° 82), n°2 (presse n° 84), n°3 (presses n° 91 et 92) et n°7 (presse n° 87).

	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Flux maximum autorisé en g/h
Conduit 1 (presse n°82)	2,00	2,00
Conduit 2 (presse n°84)	3,10	1,40
Conduit 3 (presses n° 91 et 92)	7,30 *	8,10 *
Conduit 7 (presse n° 87)	4,20 *	1,10 *
<p>* les installations n'étant pas émettrices de CH₄, seuls les COV_{totaux} ont été recherchés pour rendre compte des COV_{nm}.</p> <p>Les analyses sont conformes aux valeurs limites d'émission indiquées dans l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2024.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 3 : Campagne analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 – Point II - 1er alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne analyse PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.
Constats : Conformément à la réglementation l'exploitant a réalisé des analyses sur différents points de rejet du site. Trois analyses sur les eaux pluviales (point de prélèvement EP2) en novembre 2023, décembre 2023 et mars 2024. Un dépassement au seuil limite de quantification est constaté en décembre 2023 : 4,2 µg/l en AOF. Trois analyses sur les eaux de purge des tours aéroréfrigérantes (point de prélèvement 8) en juin, juillet et août 2024. Un dépassement au seuil limite de quantification est constaté sur l'analyse du mois de juillet : 2,5 µg/l en AOF. Deux analyses sur les eaux de voiries (point de prélèvement 7) ont été effectuées en mai et octobre 2024. Le dernier prélèvement a été fait en février 2025, l'exploitant est en attente des résultats. Aucun dépassement n'est constaté sur les 2 premières analyses. Trois analyses sur les eaux industrielles non domestique qui regroupent les eaux en sortie du coalesceur (système de séparation huile/eau) et les eaux de lavage de sols (point de prélèvement 6) ont été réalisées en mars, avril et mai 2024. Un dépassement au seuil limite de quantification en PFHXS est constaté en avril : 0,16 µg/l et un dépassement au seuil limite de quantification en AOF est constaté en mai : 200 µg/l. De plus, les résultats des 3 analyses présentent un dépassement au seuil limite de quantification en PFOS : 0,27 µg/l en mars, 0,21 µg/l en avril et 0,28 µg/l en mai. Lors des échanges, l'exploitant indique qu'il n'a pas, à ce jour, d'explication sur la présence de PFOS dans les rejets. L'exploitant précise qu'il est disposé à réaliser une analyse sur chacun des flux qui sont présents au niveau du point de prélèvement 6, à savoir les eaux de sortie du coalesceur et les eaux de lavage des sols. L'exploitant indique aussi qu'une recherche documentaire sera réalisé sur les fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés pour le nettoyage afin de tenter de définir la source d'émission du PFOS. Compte tenu de ces éléments, l'inspection des installations classées demande que l'exploitant mette en place un plan d'action pour définir les sources émettrices de PFAS et propose des mesures pour supprimer ou limiter les émissions. Le plan d'action est détaillé dans un projet d'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois

3) Instruction des dossiers de porter à connaissance, déposé en janvier 2025

3.1) Objet des dossiers de porter à connaissance

3.1.1) Porter à connaissance nouvelle presse

Par courriel du 8 janvier 2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de sa volonté d'installer une nouvelle presse à injecter sur son site. L'installation de ce nouvel équipement entraînera le creusement d'une fosse d'environ 260 m³.

Dans son dossier, l'exploitant indique que les matériaux issus du creusement de la fosse seront traités dans les filières adaptées en fonction des résultats des analyses.

L'exploitant indique aussi qu'une partie du volume créé par la nouvelle fosse (environ 140 m³ – volume qui correspond au volume de la fosse duquel est retiré le volume des structures de la presse à injecter) permettra d'augmenter la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

Enfin, l'exploitant indique que suite à la création d'un nouveau conduit de rejet lié à l'installation de la nouvelle presse à injecter, ce point de rejet sera ajouté à la routine des analyses COV.

3.1.2) Porter à connaissance rejet purge du circuit de refroidissement

Par courriel du 8 janvier 2025, l'exploitant a sollicité l'inspection des installations classées afin de pouvoir bénéficier d'une autorisation de rejet relative aux eaux de refroidissement des presses (eaux utilisées en circuit fermé).

Cette demande de l'exploitant est due au fait que cet effluent n'est pas mentionné dans l'arrêté préfectoral n° 2098 du 20 juillet 2007.

Ce rejet est effectué une fois par an et son volume est de 35 m³.

L'exploitant indique dans sa demande que le rejet sera inclus dans la convention de déversement en cours de définition avec la ville de Langres et le prestataire Véolia.

Ce rejet sera dirigé vers le réseau pluvial communal.

3.1.3) Porter à connaissance réutilisation des eaux de déconcentration des TAR

Par courriel du 8 janvier 2025, l'exploitant a déposé un porter à connaissance relatif à la possibilité d'utiliser les eaux de déconcentration des tours aéroréfrigérantes (TAR) du site. Le volume d'eau récupéré est estimé à 5 000 m³.

Dans son dossier l'exploitant indique, qu'après un traitement approprié, les eaux de déconcentration seront réutilisées :

- partiellement en les réinjectant dans le circuit de refroidissement des presses à injecter
- partiellement dans le réseau des sanitaires

L'exploitant indique que la consommation d'eau du site est de 15 000 m³ et estime que cette réutilisation des eaux de déconcentration permettra de réduire de 30 % cette consommation.

Le porteur de projet indique dans son dossier que son projet s'appuie sur le projet d'arrêté ministériel relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement.

3.2) Analyse de l'inspection des installations classées

Ces demandes de modification ont été instruites par l'inspection des installations classées. L'objet de cette instruction est de statuer sur le caractère substantiel ou non des modifications prévues, afin de proposer une suite adaptée.

Pour déterminer si les modifications projetées constituent une modification substantielle des conditions d'exploitation ou non, l'installation étant classée sous le régime de l'autorisation, il convient d'étudier les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. »

R. 181-46 1° : les modifications n'impactent pas le classement réglementaire du site. Elles ne constituent ni une nouvelle activité, ni une extension de capacité d'une activité existante, ni une extension géographique.

R. 181-46 2° : sans l'objet, l'arrêté du 15 décembre 2009 est abrogé par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2019.

R. 181-46 3° : Les modifications projetées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Les modifications proposées dans les dossiers de porter à connaissance déposés par l'exploitant sont donc considérées comme notables mais non substantielles.

3.3) Conclusion et proposition

- Porter à connaissance nouvelle presse

Les informations contenues dans le courriel transmis le 8 janvier 2025 ainsi que celles recueillies lors de la visite du 6 février 2025 sur site permettent à l'inspection des installations classées de s'assurer que l'exploitant a bien pris en compte les impacts liés aux travaux préparatoires et à l'installation d'une nouvelle presse.

- Porter à connaissance rejet purge du circuit de refroidissement

Lors de la visite du 6 février 2025, l'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant que ce rejet ne sera possible que si les eaux contenues dans le circuit de refroidissement sont analysées, avant rejet, et qu'elles respectent les valeurs limites d'émissions (VLE) indiquées dans l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2007.

- Porter à connaissance réutilisation des eaux de déconcentration des tours aéroréfrigérantes (TAR)

Lors de la visite du 6 février 2025, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant que l'arrêté ministériel relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement n'est, pour le moment, pas signé. L'inspection des installations classées indique qu'une demande d'information sur une date prévisionnelle de signature a été remontée au service régional, puis au ministère. Aucun élément de réponse n'est disponible à l'heure actuelle.

Suite à cette information, l'exploitant indique mettre son projet en « sommeil ». Une décision sera prise en fonction de la signature, ou de la non signature de l'arrêté ministériel courant avril 2025.

Deux scénarios sont possibles :

- si l'arrêté ministériel est signé, reprise du projet global en déposant un nouveau porter à connaissance (dossier identique à celui présenté dans le cadre de cette instruction).
- si l'arrêté ministériel n'est pas signé, révision du projet pour ne conserver que la partie réutilisation dans le circuit de refroidissement des presses à injecter. Un nouveau porter à connaissance sera déposé.

L'inspection des installations classées indique donc à l'exploitant que les modifications présentées dans le porter à connaissance, dans sa version de janvier 2025, ne peuvent être actées.

En conclusion, afin d'encadrer les modifications projetées par l'exploitant, celles-ci doivent faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté, rédigé en ce sens, est joint au présent rapport.

Comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, il est proposé de ne pas solliciter l'avis du CODERST sur ce projet.

* * * * *

* * *

*